



CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE CAEN
Etablissement support du GHT NORMANDIE CENTRE
CS 30001
14033 CAEN Cedex 9

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(CCTP)

***MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE D'EQUIPEMENTS DE LUTTE CONTRE
L'INCENDIE POUR LES ETABLISSEMENTS DU GHT NORMANDIE CENTRE***

SOMMAIRE

1. GENERALITES	4
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Inventaire	4
1.3 Rencontre de mise en place du marché / Interlocuteurs.....	5
1.4 Assurance Qualité.....	5
2. CONTEXTE	5
2.1 Contraintes liées à la continuité de service.....	5
2.2 Contraintes réglementaires (Textes de référence).....	5
2.3 Contraintes liées au Risque amiante pour le CHU de Caen Normandie uniquement	5
2.3.1. Liste non exhaustive des réglementations « amiante »	5
2.3.2. Obligations liées au risque amiante – Lot 1 CHU de Caen Normandie	6
a) Une fiche d'aptitude et de suivi médical du personnel au « risque amiante »	6
b) Une attestation relative à la formation du personnel au « risque amiante »	6
c) Un Mode Opératoire Amiante (MOA)	6
3. SPECIFICITES ET OBLIGATIONS.....	6
3.1 Personnels intervenants	6
3.2 Pièces détachées et consommables	6
3.3 Remise en état de propreté des lieux et évacuation / traitement des déchets après intervention	7
3.4 Protection et sauvegarde des existants.....	7
3.5 Plan de prévention.....	7
4. MODALITES COMMUNES D'EXECUTION DES MAINTENANCES.....	7
4.1 Conditions d'exécution des prestations	7
4.2 Accès à l'établissement.....	8
4.3 Registre de sécurité.....	8
4.4 Equipement sous garantie	8
5. MAINTENANCE PREVENTIVE.....	8
5.1 Description des gammes de maintenance préventive.....	8
5.1.1 Appareils à pression auxiliaire.....	8
a) Extincteurs à eau pulvérisée avec additif classique et avec additif écologique	9
une visite annuelle selon la norme NFS 61-919	9
b) Extincteurs à poudre.....	9
une visite annuelle selon la norme NFS 61-919	9
5.1.2 Appareils à pression permanente.....	9
a) Extincteurs à dioxyde de carbone	9
une visite annuelle selon la norme NFS 61-919	9
5.1.3 RIA classique	9
une visite annuelle selon norme NFS 62-201	9
5.1.4 Colonne sèche	9
une visite annuelle selon la norme NFS 61-759 avec mise en eau 16 bars	9
5.1.5 Colonne humide	9
une visite annuelle selon la norme NFS 61-758	9
5.1.6 Poteaux incendie.....	9
une visite annuelle selon la norme NFS 62-200 et NF EN 14381.....	9
5.1.7 Couverture anti feu.....	9
une vérification visuelle annuelle	9
5.1.8 Douche portative	9

une visite annuelle selon préconisation constructeur avec remplacement de la solution de rinçage inclus	9
5.1.9 bac à sable.....	9
une vérification visuelle annuelle (présence de la pelle, état du sable et le bon emplacement du bac...).....	9
5.1.10 Exutoire de fumée manuel (exutoire + commande + cartouche d'essai comprise)	9
une visite annuelle selon les normes en vigueur	9
5.1.11 ARI + ARE.....	9
une vérification annuelle sur place, par un organisme habilité, des appareils complets et des bouteilles en stock ...	9
5.2 Planification.....	9
5.3 Modalités d'intervention / d'exécution	9
5.4 Périodicité.....	10
5.5 Période d'intervention	10
6. MAINTENANCE CORRECTIVE.....	10
6.1 Modalités d'exécution.....	11
6.2 Modalités d'intervention.....	11
6.3 Période d'intervention	11
6.4 Délais d'intervention.....	11
6.5 Délais de remise en fonctionnement.....	11
6.6 Disponibilités des matériels.....	11
7. FOURNITURE DE PIECES ET D'EQUIPEMENTS NEUFS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE	12
8. RESULTATS ATTENDUS.....	12
8.1 Obligation de résultat	12
8.2 Obligation de conseil et d'alerte	12
9. DOCUMENTS A FOURNIR.....	12
9.1. Maintenance préventive	12
9.2. Maintenance corrective	13
9.3. Bilan financier	13
Le prestataire, à la demande du CHU de Caen Normandie, fournit, dans un délai de 10 jours, un bilan financier annuel détaillé des prestations (maintenance préventive et corrective) de l'ensemble des établissements.	13
9.4. Plateforme web	13

1. GENERALITES

1.1 Objet du marché

Le présent document a pour objectif de définir les modalités techniques d'exécution des prestations de maintenance préventive et corrective, de fourniture ainsi que diverses prestations connexes liées aux matériels et équipements de lutte contre l'incendie, toute marque confondue :

- Extincteurs
- RIA
- Colonnes sèches
- Poteaux d'incendie
- Couvertures anti-feu
- Douche portative
- Bac à sable
- Exutoires de fumée
- ARI / ARE

Les prestations concernent les 9 établissements parties suivants, membres du GHT Normandie Centre, ainsi que leurs différents sites, bâtiments tels qu'inventoriés dans l'annexe 1 « Inventaire ».

N° de lot	Etablissement
1	CHU Caen Normandie
2	EPSM de Caen
	CH Aunay-Bayeux
3	CH d'Argentan
	CH de Falaise
	CH de Vimoutiers
4	CH Lisieux
	CH de Pont l'Evêque
	CH de la Côte Fleurie

Le marché comprend :

- Une maintenance préventive destinée à analyser l'état réel de l'équipements, à contrôler le fonctionnement des éléments constitutifs de l'installation et à préserver l'état de référence de l'équipement de manière à ce qu'il reste conforme aux prescriptions et susceptible d'assurer l'intégralité de ses fonctions,
- Une maintenance corrective destinée à rétablir après dysfonctionnement, l'état de référence de l'équipement,
- La fourniture de pièces et d'équipements neufs de lutte contre l'incendie,
- La mise à jour de plans d'intervention / d'évacuation conforme à la norme NFX 0807 en vigueur.

Les caractéristiques de ces maintenances sont définies dans le présent document.

1.2 Inventaire

Chaque année, lors des campagnes de vérification des extincteurs, le prestataire doit mettre à jour l'inventaire des établissements sur la base de l'annexe 1 « Inventaire » et le tenir à jour durant la totalité du marché.

Il veillera notamment à renseigner à minima pour chaque équipement, son numéro d'identification, sa nature, son volume, sa localisation (établissement, site, bâtiment, niveau, emplacement...), son année de mise en service, sa dernière date de maintenance préventive, sa date de maintenance quinquennale.

Ces inventaires à jour sont transmis aux établissements et notamment au CHU de Caen Normandie, à sa demande, dans les 10 jours.

L'inventaire des équipements des établissements pouvant varier (suppression / ajout / déplacement / réforme...), seuls les équipements contrôlés sont facturés sur la base du prix unitaire forfaitisé pour la maintenance préventive.

1.3 Rencontre de mise en place du marché / Interlocuteurs

Dans les 15 jours suivant la notification du marché public, une réunion de « mise en place » du marché est organisée sur site par le titulaire du lot concerné avec l'établissement afin de définir, lorsque nécessaire, l'ensemble des modalités d'exécution, d'intervention, de planification, d'accès et de stationnement, de livraison ...

Le prestataire nomme à cet effet un encadrant (nom, qualité, numéro de téléphone, adresse mail ...) en charge du marché. Cet interlocuteur assure la mise en exploitation du marché et le suivi des prestations. L'établissement communique de son côté les coordonnées (nom, qualité, numéro de téléphone, adresse mail ...) du ou des responsables techniques auprès desquels le titulaire doit se référer.

1.4 Assurance Qualité

Le titulaire justifie d'une démarche qualité attestant le respect des obligations contractuelles. Les axes principaux de cette démarche sont principalement la qualité des prestations et le suivi des prescriptions de sécurité.

Le titulaire est certifié :

- ISO 9001 et 14001 ou équivalents
- APSAD : R4 Extincteur, R5 RIA et R17 Désenfumage

2. CONTEXTE

2.1 Contraintes liées à la continuité de service

D'une façon générale, les interventions sont réalisées pendant les périodes d'intervention définies au présent CCTP.

2.2 Contraintes réglementaires (Textes de référence)

Les prestations s'exécutent conformément aux différentes normes et textes applicables.

- ✓ Arrêté du 30 décembre 2011 : règlement de sécurité pour la construction des I.G.H et leur protection contre les risques d'incendie et de panique.
- ✓ Code de la construction et de l'habitation.
- ✓ Code du travail.
- ✓ Normes NFS 61-919 : intervalle de maintenance et vie maximale des extincteurs portatifs.
- ✓ Arrêté du 20 décembre 1996, JO du 1er Janvier 1997 portant sur le diplôme d'agent vérificateur d'appareils extincteurs.
- ✓ Règles APSAD R4
- ✓ Règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux établissements recevant du public, Livre II : Dispositions applicables aux établissements des quatre premières catégories, Titre premier : Dispositions générales, Chapitre XI : Moyens de secours contre l'incendie, Section II - Moyens d'extinction : GH 51 >MS 38 arrêté du 26 juin 2008

2.3 Contraintes liées au Risque amiante pour le CHU de Caen Uniquement (Lot 1)

Pour approximativement 47 extincteurs au niveau 2 et 28 au niveau 4 de la tour du CHU de Caen Normandie, cette maintenance préventive et **corrective** s'effectue en milieu amianté et comprend l'ensemble des frais afférents à la prestation (formation, EPI, MOA).

2.3.1. Liste non exhaustive des réglementations « amiante »

- Code du Travail : Dispositions communes à toutes les activités comportant des risques d'exposition à l'amiante et Dispositions particulières aux interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante.
- Code de la Santé Publique : Obligations issues des résultats des repérages.
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.
- Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.
- Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.

2.3.2. Obligations liées au risque amiante – Lot 1 CHU de Caen Normandie

Le CHU de Caen Normandie souhaite attirer l'attention du titulaire sur le délai administratif demandé par les différents organismes pour la délivrance des aptitudes et attestations nécessaires aux interventions en milieu amianté. Il convient donc d'anticiper le plus possible ces démarches.

Conformément aux dispositions des différents codes et textes relatifs aux interventions de maintenance réalisées sur, ou à proximité de matériaux ou équipements pouvant contenir de l'amiante, le titulaire remet au CHU de Caen Normandie, **avant le commencement d'exécution** et le cas échéant, annuellement :

a) Une fiche d'aptitude et de suivi médical du personnel au « risque amiante »

L'aptitude médicale (absence de contre-indication à l'exposition et à l'inhalation de fibres d'amiante et au port des Equipements de Protection Individuelle) délivrée par la médecine du travail, des intervenants exposés. Le titulaire est responsable de l'exposition des travailleurs et assure le suivi de ces expositions.

b) Une attestation relative à la formation du personnel au « risque amiante »

L'attestation formation amiante au regard des missions confiées à l'intervenant (opérateur de chantier et/ou encadrant technique ou de chantier).

c) Un Mode Opérateur Amiante (MOA)

Le Mode Opérateur Amiante, intégrant les sous-traitants, rédigé par le titulaire selon la trame du CHU de Caen Normandie, Service de la prévention des risques environnementaux.

Ce mode opératoire est annexé au plan de prévention et comporte une analyse détaillée de l'opération ainsi que les EPI et EPC mis en place pour la fixation de nouveau extincteur et douches portatives en zone amianté.

Une demande de permis de feu sera à réaliser au préalable.

À tout moment, le SPRE du CHU de Caen Normandie pourra faire cesser l'intervention, sans délais, si les prescriptions demandées et obligations réglementaires ne sont pas respectées.

3. SPECIFICITES ET OBLIGATIONS

3.1 Personnels intervenants

Les interventions de maintenance préventive et corrective sont réalisées par du personnel qualifié.

A ce titre :

- Il possède toutes les formations et compétences correspondant aux équipements maintenus et notamment le certificat professionnel d'agent vérificateur d'appareils extincteurs (arrêté du 20 décembre 1996).
- Il possède également une habilitation électrique (NFC 18-510) à jour et d'un niveau minimal de H0/B0V
- Il dispose d'un uniforme et est muni d'un badge en permanence permettant son identification ainsi que d'un signe d'appartenance à l'entreprise (application définie suivant les recommandations Vigipirate). Il est enregistré auprès de l'établissements comme étant le(s) référent(s) ou le(s) suppléant(s) sur les interventions à réaliser, dès le début du contrat.
- Il possède une formation à la conduite d'appareils de manutention et d'élévation (nacelle).
- Il s'engage à garder strictement confidentielles les informations de quelque nature que ce soit dont il peut avoir connaissance au cours de la réalisation de ses prestations.
- Il respecte toutes les consignes et règles d'hygiène et sécurité ainsi que les règlements intérieurs en vigueur dans l'établissement ou il intervient. A ce titre, le titulaire contrôle fréquemment que ces consignes, règles... sont parfaitement connues par les intervenants.
- Il a connaissance de la signalétique des dangers ou des spécificités propres à l'activité de soins.
- Il prévoit tous les outillages (perceuse ...), matériels adaptés (escabeaux ...), équipements individuels (EPI ...) pour exécuter les prestations dans de bonnes conditions d'hygiène et de sécurité et en totale autonomie matérielle. Le titulaire prévoit également les barrières, cônes et rubalise qui peuvent être posés pour délimiter une zone de travail. Ces derniers sont systématiquement évacués en fin d'intervention.
- Il est en nombre suffisant pour réaliser la totalité des interventions demandées afin de respecter les prescriptions fixées au présent CCTP.

En cas de dysfonctionnement que l'établissement jugerait induit par une incompétence des personnels référents ou suppléants, il se réserve le droit d'exclure durablement ou définitivement ce ou ces personnels en cause, sans délai. Le titulaire organise alors le remplacement de ces personnes pour assurer le maintien de niveau de performance d'exécution du marché.

3.2 Pièces détachées et consommables

Dans le cadre de l'exécution des prestations de maintenance préventive / corrective et de fourniture, tous les équipements, pièces détachées, produits, consommables utilisés et fournis par le titulaire répondent aux normes (NF, CE) et règlements en vigueur, aux exigences et aux prescriptions du cahier des charges du constructeur des équipements et sont des plus respectueux de l'environnement.

L'adaptation des pièces sur l'installation relève de la seule responsabilité de l'entreprise chargée de la maintenance.

3.3 Remise en état de propreté des lieux et évacuation / traitement des déchets après intervention

Avant de quitter son lieu d'intervention, le titulaire a l'obligation de nettoyer les locaux dans lesquels il est intervenu et d'évacuer tous les déchets produits lors de son intervention (pièces défectueuses remplacées, appareils irréparables...) ainsi que tout potentiel calorifiques (carton, emballage...).

En cas de non-respect par le titulaire de ces obligations, l'établissement se réserve la possibilité de faire exécuter les nettoyages et enlèvements par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles, aux frais et risques du titulaire.

Les déchets totalement ou partiellement valorisables doivent être valorisés par le titulaire auprès d'un centre de recyclage agréé, selon leur nature, dans des conditions conformes à la législation en vigueur. Le prestataire en précisera les modalités dans son mémoire technique.

Le cas échéant, le titulaire fournit à l'établissement les attestations d'évacuation des déchets soumis à réglementation dans le respect de l'environnement.

Aucune réserve d'approche ou stockage n'est tolérée dans les locaux (IGH, ERP ou ERT).

3.4 Protection et sauvegarde des existants

Le titulaire prend toutes dispositions utiles et toutes précautions pour ne causer, lors de l'exécution de ses prestations, aucune détérioration, si minime soit-elle, aux existants. Il est juge des dispositions à prendre à cet effet et des protections à mettre en place.

L'établissement se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises par le titulaire lui semblent insuffisantes, de lui imposer de prendre des mesures de protections complémentaires.

3.5 Plan de prévention

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire établit et signe un plan de prévention annuel avec l'établissement, en vertu du décret relatif aux prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité. Ce plan de prévention doit inclure l'ensemble des sous-traitants désignés pour l'exécution de leurs prestations.

4. MODALITES COMMUNES D'EXECUTION DES MAINTENANCES

4.1 Conditions d'exécution des prestations

Le titulaire tient compte, durant les opérations de maintenance, du fonctionnement du service dans lequel il intervient et des horaires et conditions de travail qui lui sont propres, et adapte, en conséquence, le rythme d'avancement des prestations. Le titulaire ne peut en aucun cas faire état d'une quelconque plus-value financière pour des raisons d'organisation des révisions, d'horaires de réalisation ou de ralentissement intermittent.

Les opérations de maintenance sont exécutées conformément aux recommandations des constructeurs, à la réglementation et normes en vigueur et aux règles de l'art.

Le titulaire prévoit pour la maintenance permettant le bon fonctionnement des équipements :

- La main d'œuvre nécessaire
- Les pièces détachées et consommables nécessaires dans les délais demandés.
- L'outillage adapté aux travaux en hauteur (respect du code du travail) :
 - o Nacelle obligatoire pour portes automatiques ayant une hauteur de plus de 2,5 m
 - o Echelles
 - o Escabeaux
 - o Harnais

Le titulaire prend toutes dispositions pour imposer le moins de servitudes possibles aux usagers lors de l'exécution de ses prestations et s'engage à effectuer sa maintenance préventive ou corrective dans toutes les conditions de sécurité pour les usagers.

4.2 Accès à l'établissement

Les conditions d'accès, de stationnement ... sont précisées lors de la rencontre de mise en place du marché avec chaque établissement.

4.3 Registre de sécurité

Toutes les interventions de maintenance, quelles qu'elles soient, font l'objet d'un enregistrement obligatoire et précis sur le registre de sécurité mis à disposition par l'établissement.

4.4 Equipement sous garantie

S'agissant d'interventions sur des équipements récents encore « sous garantie constructeur », l'agent d'intervention du titulaire procède à la mise en sécurité et à la consignation de l'équipement, en accord avec le responsable technique de l'établissement, afin que l'équipement ne puisse être utilisé et ne générer aucune gêne ni incident au détriment des usagers, personnels ou matériels.

Ce dispositif de consignation normalisé est maintenu jusqu'à ce qu'intervienne, la société qui assure la garantie de l'équipement concerné ou la remise en service de l'installation par le titulaire du marché.

5. MAINTENANCE PREVENTIVE

La maintenance préventive des équipements consiste à procéder à leur vérification régulière afin de réduire les risques de panne ou mauvais fonctionnement et de les maintenir en état normal et initial de fonctionnement, conformément à la réglementation en vigueur et aux préconisations du constructeur.

Cette maintenance préventive est à prix unitaire forfaitisé par type d'équipement, elle comprend :

- ✓ la main d'œuvre,
- ✓ les déplacements,
- ✓ **le remplacement systématiquement des éléments suivants : scellés, joints et étiquettes (inclus dans le prix),**
- ✓ les différents rapports, ...

Dans le cadre de la maintenance préventive, le titulaire procède aux contrôles du fonctionnement de l'ensemble du matériel et à tous les essais, réglages nécessaires. Il remplace systématiquement les scellés, les joints et les étiquettes.

Après chaque visite et pour chaque appareil, le scellé de sécurité de la fermeture devra être intact, le dispositif de verrouillage du mécanisme de fonctionnement devra être en place.

Si, lors des maintenances préventives, certains appareils nécessitent une maintenance corrective immédiate, le titulaire établit sur le champ un devis qu'il fournit au responsable technique de l'établissement. La signature du devis vaut ordre de service. A réception, le prestataire s'engage alors à effectuer les opérations conformément aux conditions et délais définis sur son devis établi sur la base du BPU.

Aucun frais de déplacement supplémentaire ne sera pris en compte pour les interventions correctives effectuées lors des maintenances préventives.

Toute indisponibilité des installations / équipements, quels qu'en soient la nature et le délai, est signifiée au responsable technique de l'établissement.

5.1 Description des gammes de maintenance préventive

Le descriptif des prestations ci-après n'est pas limitatif. Le titulaire prévoit tout ce qui est nécessaire à la complète réalisation des interventions de maintenance des équipements.

La réalisation de prestation qui ne serait pas expressément définie au présent CCTP mais qui serait rendue indispensable fait partie intégrante du présent marché.

Le titulaire prend en charge les équipements dans l'état où ils se trouvent lors de la remise de l'offre.

Il est réputé avoir une parfaite connaissance des installations existantes, de leurs abords, des conditions d'accès et de tous les éléments et locaux en relation directe ou indirecte avec l'exécution des prestations.

5.1.1 Appareils à pression auxiliaire

a) Extincteurs à eau pulvérisée avec additif classique et avec additif écologique
une visite annuelle selon la norme NFS 61-919

b) Extincteurs à poudre
une visite annuelle selon la norme NFS 61-919

5.1.2 Appareils à pression permanente

a) Extincteurs à dioxyde de carbone
une visite annuelle selon la norme NFS 61-919

5.1.3 RIA + supprimeur
une visite annuelle selon norme NFS 62-201

5.1.4 Colonne sèche
une visite annuelle selon la norme NFS 61-759 avec mise en eau 16 bars

5.1.5 Colonne humide
une visite annuelle selon la norme NFS 61-758

5.1.6 Poteaux incendie
une visite annuelle selon la norme NFS 62-200 et NF EN 14381

5.1.7 Couverture anti feu
une vérification visuelle annuelle

5.1.8 Douche portative
une visite annuelle selon préconisation constructeur avec remplacement de la solution de rinçage inclus

5.1.9 bac à sable
une vérification visuelle annuelle (présence de la pelle, état du sable et le bon emplacement du bac...)

5.1.10 Exutoire de fumée manuel (exutoire + commande + cartouche d'essai comprise)
une visite annuelle selon les normes en vigueur

5.1.11 ARI + ARE
une vérification annuelle sur place, par un organisme habilité, des appareils complets et des bouteilles en stock

5.2 Planification

Lors de la rencontre de mise en place du marché, une proposition de planning des interventions pour la 1^{ère} visite est présentée au responsable technique de l'établissement pour validation.

Au-delà, la planification des interventions est présentée pour validation dans les 15 premiers jours du mois de janvier de l'année en cours.

Exceptionnellement, le planning peut être modifié à la demande de l'établissement (prestation annulée, reportée ou avancée) ou du titulaire après validation par le responsable technique de l'établissement. Dans les deux cas, un délai de prévenance de 15 jours est requis et une mise à jour du planning au format Excel envoyée par courriel.

Le délai entre deux visites d'un même appareil ne peut pas dépasser 12 mois.

5.3 Modalités d'intervention / d'exécution

Les modalités d'intervention du titulaire sont définies lors de la rencontre de mise en place du marché avec le responsable technique de chaque l'établissement.

L'agent du titulaire pourra éventuellement se faire accompagner si nécessaire, notamment dans les secteurs

sensibles.

Si une anomalie est détectée lors des interventions, le titulaire met l'installation et son périmètre en sécurité en prévoyant le balisage nécessaire, en informe sans délai le responsable technique de l'établissement et met tout en œuvre afin de permettre une correction sans délai.

5.4 Périodicité

La maintenance préventive est effectuée annuellement à date anniversaire (une visite par an).

5.5 Période d'intervention

Les périodes d'intervention sont définies lors de la rencontre de mise en place du marché avec le responsable technique de chaque établissement. Elles sont cependant bornées du lundi au vendredi hors jours fériés dans la plage horaire de 8h00 à 18h00.

Pour toute intervention en dehors de la plage horaire, le titulaire obtient l'accord préalable du responsable technique de l'établissement.

6. MAINTENANCE CORRECTIVE

La maintenance corrective a pour objet la remise en état de fonctionnement correct des équipements. Elle est déclenchée :

- soit par le titulaire, suite à une anomalie de fonctionnement détectée par ses soins dans le cadre des prestations de maintenance préventive.
- soit par l'établissement suite à la détection d'une panne, d'une anomalie de fonctionnement, à des défauts de fonctionnement induits par des dégradations extérieures (vandalisme, mauvaise utilisation...). Pour ces interventions, le titulaire intervient sur site, sans limitation, pour constater les défauts sur l'équipement, contradictoirement avec le responsable technique de l'établissement.

Elle est réalisée avec ou sans fourniture de pièces détachées.

Si la remise en service s'avère impossible lors de l'intervention, le titulaire coréaliserait si nécessaire la mise en sécurité de l'installation, avec et sous contrôle de l'encadrant technique, afin que le ou les équipements concernés ne puisse générer aucune gêne ni incident au détriment des usagers ou personnels.

En cas en panne concomitantes de plusieurs équipements, le titulaire assure les divers dépannages simultanément, les moyens en personnel disponible devant être prévus à cet effet. Il ne pourra également prétendre qu'à un seul forfait déplacement.

Cette maintenance corrective est à bons de commande avec :

- ✓ un tarif horaire forfaitaire quel que soit le type d'équipement,
- ✓ un forfait déplacement (aller/retour) par établissement,
- ✓ un bordereau des prix unitaires pour les équipements neufs et pièces neuves,
- ✓ un pourcentage de majoration sur frais justifiés et/ou un pourcentage de remise sur catalogue pour les pièces détachées et consommables hors BPU et/ou catalogue.

Chaque intervention de maintenance corrective à bons de commande fait l'objet d'un devis gratuit, dans un délai optimal ne pouvant excéder 7 jours calendaires à compter de la demande d'intervention. Chaque devis précise à minima le coût et les délais d'approvisionnement des pièces détachées, le coût de la main d'œuvre, le forfait déplacement, le temps nécessaire à la réparation ainsi que le n° du marché concerné.

Après acceptation du devis par le responsable technique de l'établissement, une commande est émise par l'établissement sur la base du bordereau des prix unitaires. A réception, le prestataire s'engage alors à effectuer les opérations « de la commande » conformément aux conditions et délais définis sur son devis.

Dans le cadre du renouvellement d'extincteurs périmés, abimés, choqués... les prix des extincteurs neufs (eau et poudre) ou échanges standards pour les extincteurs C02), sont ceux du BPU.

Les extincteurs sont conformes aux normes NF EN 3 – 1 à 10, prêts à l'emploi et comprennent l'agent extincteur. Ils sont fournis avec tous les organes nécessaires à leur bon fonctionnement ainsi que leur support de fixation adapté à l'extincteur. La pose et la mise en service sont incluses dans le prix.

S'agissant de la tour uniquement du CHU de Caen (lot 1) en raison de la contrainte amiante, les supports existants ne sont pas changés.

Les appareils mis en service sont obligatoirement du millésime de l'année en cours et à pression auxiliaire sauf pour les extincteurs CO2.

Le remplacement des extincteurs à eau devra être sans fluor

Tous les appareils sont systématiquement remplacés dans leur 10^{ème} année (pression auxiliaire) et 5^{ème} année (Pression permanente hors CO2) ou sur demande de l'établissement.

Le candidat joindra la fiche technique des équipements proposés.

6.1 Modalités d'exécution

Les interventions de maintenance corrective sont prises en compte sur toutes demandes des établissements selon la note méthodologique fournie par le titulaire à l'appui de son offre : téléphone, courriel, mail, plateforme web...

Le titulaire fait connaître à l'appelant les dispositions de sécurité éventuelles à prendre en attendant son intervention.

Durant toute la phase d'intervention et avant remise en service définitive validée par les essais de fonctionnement, le titulaire s'assure qu'aucune tierce personne n'accède à l'équipement ou ne puisse l'utiliser.

6.2 Modalités d'intervention

Les modalités d'intervention du titulaire sur les sites des établissements sont définies lors de la rencontre de mise en place du marché avec le responsable technique de l'établissement.

L'agent du titulaire pourra éventuellement se faire accompagner si nécessaire, notamment dans les secteurs sensibles.

6.3 Période d'intervention

Les périodes d'intervention sont définies lors de la rencontre de mise en place du marché avec le responsable technique de l'établissement. Elles sont cependant bornées du lundi au vendredi hors jours fériés dans la plage horaire de 8h00 à 18h00.

Pour toute intervention en dehors de la plage horaire, le titulaire obtient l'accord préalable du responsable technique de l'établissement.

6.4 Délais d'intervention

Le délai d'intervention, à compter de la demande de l'établissement est de 48 heures.

6.5 Délais de remise en fonctionnement

Ce délai doit être optimal et ne peut excéder les 4h00 à compter de l'arrivée sur site de l'intervenant.

Si l'intervention nécessite une opération hors site ou si les pièces ne sont pas disponibles le jour de l'intervention, le titulaire en informera le responsable technique de l'établissement et lui communiquera la date prévisionnelle de rétablissement de l'installation dans ses fonctionnalités.

Si la remise en service s'avère impossible lors de l'intervention, le titulaire coréaliserà si nécessaire la mise en sécurité de l'installation, avec et sous contrôle du responsable technique de l'établissement, afin que le ou les équipements concernés ne puisse générer aucune gêne ni incident au détriment des usagers ou personnels.

6.6 Disponibilités des matériels

Afin de pouvoir remettre en état les différents équipements dans les délais fixés au présent CCTP, le titulaire s'engage à maintenir en stock les extincteurs principaux et pièces détachées principales jugées indispensables pour la maintenance corrective.

La liste de ces différents équipements / pièces est jointe à l'offre du candidat.

En conséquence, il ne pourra pas invoquer la contrainte de délai de commande ou de livraison pour justifier l'immobilisation dans des délais supérieurs à ceux prévus.

7. FOURNITURE DE PIECES ET D'EQUIPEMENTS NEUFS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

A la demande du responsable technique de l'établissement, le titulaire s'engage également, à fournir dans un délai maximum de 3 semaines calendaires, les pièces, équipements, consommables et accessoires liés à la lutte contre l'incendie en appliquant soit :

- Le prix fixé au BPU pour les articles présents au BPU
- La remise sur prix catalogue notée au BPU pour les articles hors BPU et présent au catalogue
- Le coefficient de majoration sur frais justifié pour les articles hors BPU et hors catalogue.

Chaque demande de fourniture fait l'objet d'un devis gratuit, dans un délai optimal ne pouvant excéder 7 jours calendaires à compter de la demande. Chaque devis précise à minima le coût et les délais d'approvisionnement ainsi que le n° du marché concerné. Après acceptation du devis par le responsable technique de l'établissement, une commande est émise par l'établissement sur la base du BPU. A réception, le prestataire s'engage alors à commander les produits conformément aux conditions et délais définis sur son devis.

Les lieux et conditions de livraison sont déterminés lors de la rencontre de mise en marche du marché avec chaque établissement.

S'agissant de la réalisation et fourniture de plan d'évacuation / intervention (hors relevé sur place), cadre aluminium, au format A4 ou A3 selon la norme NFX 0807 en vigueur, elle comprend :

- la réalisation des maquettes (BAT)
- la présentation des maquettes (BAT) pour validation
- le tirage définitif sur support défini.

Les relevés sur place sont facturés sur la base du tarif horaire du BPU.

8. RESULTATS ATTENDUS

8.1 Obligation de résultat

Le titulaire a une obligation de résultat quelle que soit son action. Il doit assurer la maintenance préventive et corrective ainsi que la continuité de service des équipements. A cet effet, il les maintient en état normal de fonctionnement et procède aux dépannages nécessaires, conformément aux règles de l'art.

Pour ce faire, il prévoit les moyens humains et matériels adaptés afin de réaliser la prestation demandée et de respecter les délais d'intervention requis.

8.2 Obligation de conseil et d'alerte

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil. Il communique au responsable technique de l'établissement toute information utile et nécessaire relative aux équipements (veille juridique, réglementaire, normative, technique...) dans le but de maintenir l'ensemble des équipements dans des conditions optimales de fonctionnement et de sécurité.

Il doit également alerter par écrit le responsable technique de l'établissement de toute anomalie constatée dans la conception des installations / équipements et proposer des solutions en vue d'améliorer leur sécurité. Il signale aussi les anomalies auxquelles il ne peut remédier dans le cadre du marché.

A ce titre, il s'engage également à assister aux réunions déclenchées à la demande de l'établissement avec un délai de prévenance de 10 jours calendaires.

9. DOCUMENTS A FOURNIR A CHAQUE ETABLISSEMENT

Chaque opération donne lieu à l'établissement d'un rapport disponible sur une plateforme internet.

9.1. Maintenance préventive

Un rapport global d'intervention détaillé est transmis annuellement à l'issu des maintenances préventives dans un délai de 10 jours maxi après la fin de l'année au format PDF et Excel. Il mentionnera à minima :

- la localisation (site, bâtiment, étage)
- le numéro d'identification de l'équipement
- la marque de l'équipement
- le type de l'équipement
- la gamme
- la capacité
- la date de mise en service

- la date de vérification et la date de la prochaine vérification
- le nom de la personne intervenante
- la nature des opérations effectuées et la liste des pièces changées,
- les essais
- les résultats constatés,
- les actions correctives à envisager,
- les recommandations pour l'optimisation des systèmes en place.

9.2. Maintenance corrective

Un rapport global d'intervention détaillé est transmis semestriellement, dans un délai de 10 maxi jours après la fin du trimestre au format PDF et Excel. Il mentionnera à minima:

- la localisation (site, bâtiment, étage)
- le numéro d'identification de l'équipement
- la marque de l'équipement
- le type de l'équipement
- la gamme
- la capacité
- la date de mise en service
- la date d'intervention
- le nom de la personne intervenante
- la nature des opérations effectuées et la liste des pièces changées,
- les essais
- les résultats constatés,

9.3. Bilan financier

Le prestataire, à la demande du CHU de Caen Normandie, fournit, dans un délai de 10 jours, un bilan financier annuelle détaillé des prestations (maintenance préventive et corrective) de l'ensemble des établissements.

9.4. Plateforme web

Le candidat doit proposer un outil informatique permettant aux établissements d'avoir accès aux données numérisées des équipements maintenus : planning des interventions, opérations effectuées, bons d'intervention, rapports...

A ce titre, il fournira dans son offre, un descriptif détaillé de son logiciel. Cette plateforme, dont le prix d'utilisation est inclus dans l'offre sera facile d'utilisation et accessible pour au moins 2 personnes de chaque établissement.